

Précaires et solidaires

Liste soutenue par Sud Éducation Alsace

La liste **Précaires et solidaires** est composée de collègues contractuel·le·s et titulaires de catégories C et B, qui vivent au quotidien les difficultés rencontrées par les personnels, en particulier les plus précaires.

Nous nous sommes regroupé·e·s afin de constituer une liste résolument engagée pour représenter TOUS les personnels, sur la base de ce constat :

Le dernier bilan social de l'Université de Strasbourg relève qu'au 31 décembre 2023, 48,2% des personnels BIAPTSS sont contractuel·le·s, tandis que 28,5% sont des personnels de catégorie C et 27% de catégorie B. Pourtant, lors des dernières élections aux conseils centraux, aucun·e élu·e BIAPTSS n'était contractuel·le. Seul un représentant de catégorie C et un autre de catégorie B avaient été élus, tou·te·s les autres étant de catégorie A. Ce déséquilibre flagrant entraîne une absence de représentation des collègues contractuel·le·s et une sous-représentation des collègues des catégories B et C au sein du conseil d'administration de notre université.

Nous sommes précaires et solidaires, et nous porterons cette voix !

Notre liste n'est pas une liste syndicale, elle n'est pas uniquement composée de personnes syndiquées. Nous avons sollicité le soutien de Sud Éducation Alsace car nos visions et revendications pour l'Enseignement Supérieur et de la Recherche se recoupent fortement. Nous ne portons pas l'illusion de démocratie universitaire encadrée par la LRU de 2007 mais celle de pratiques autogestionnaires. Les personnels BIAPTSS représentent plus de 44% des personnels de l'université mais ne disposent que de 25% des élu·e·s représentant les personnels en conseil d'administration.

Nos revendications

Conditions de travail : Nous demandons un recrutement à hauteur des besoins dans l'ensemble des services pour mettre fin à la surcharge de travail généralisée qui mine les équipes. Nous revendiquons des conditions de travail dignes et respectueuses, incluant une mobilité adaptée, des bâtiments de qualité, ainsi que des conditions sanitaires irréprochables, en adéquation avec les enjeux climatiques. Nous demandons également la prise en charge du jour de carence par l'université.

Droits des précaires : Nous revendiquons la titularisation des contractuel·le·s qui le souhaitent, afin de garantir une véritable stabilité professionnelle. À défaut de la titularisation, nous demandons la CDIisation des personnels contractuels avec les mêmes droits en matière de rémunération, de primes, de progression, de congés et d'ancienneté que les titulaires. Bien que des progrès aient été réalisés grâce à la convention de gestion des personnels contractuels de l'été 2023, qui a mis fin à la rémunération forfaitaires et aligné les grilles indiciaires et les avancements sur ceux des titulaires, des inégalités demeurent. En particulier, des personnels en CDD continuent de se voir privé·e·s d'un régime indemnitaire équivalent, en fonction de la notion de besoin permanent. Nous ne voulons plus de CDD courts : il est essentiel de garantir aux contractuel·le·s la sécurité et les droits associés à un emploi stable et pérenne.

Égalité de traitement entre femmes et hommes : À Strasbourg, les femmes représentent 65 % des personnels BIAPTSS. La proportion de femmes est encore plus marquée parmi les personnels de catégorie C : 68 % des titulaires de cette catégorie sont des femmes, un chiffre qui grimpe à 70 % parmi les personnels contractuels. A titre de comparaison, seul·e·s 54% des personnels titulaires de catégorie A et 63% des contractuel·le·s de catégorie A sont des femmes. À l'Unistra comme ailleurs, ce sont ainsi les femmes qui subissent en premier lieu la précarisation de l'emploi et ses conséquences.

Primes : Nous dénonçons le système de primes au mérite qui aggrave les inégalités existantes et contribue à dégrader le climat de travail difficile. À défaut de pouvoir en abolir le principe, nous revendiquons un pot commun des primes, avec une répartition proportionnellement inverse aux rémunérations, contractuel·le·s compris·e·s. Dans notre établissement les collègues contractuel·le·s sur missions non permanentes n'ont pas droit au RIFSEEP. Un de nos combats prioritaires sera de mettre fin à cette distinction honteuse : 33,2% des collègues contractuel·le·s sont actuellement exclues du système de primes.

Promotion et évaluation : Nous dénonçons les évaluations infantilisantes des collègues. Pour toutes et tous, les changements de grade doivent être automatiques, les autres promotions doivent reposer sur des critères objectifs, notamment l'ancienneté et le décalage grade fonction.

Recherche : Il faut assurer à tous les laboratoires des moyens financiers pérennes et un recrutement de personnels permanents à hauteur des besoins, dans une logique d'équité qui fait aujourd'hui défaut à l'Université de Strasbourg. La recherche par appels à projets et initiatives d'excellence génère une précarité contractuelle qui s'impose à nombre de collègues. Nous remarquons que certain·e·s des candidat·e·s qui proposent de réduire ce type d'appels sont ceux-là même qui les ont portés durant deux mandats.

Violences sexistes et sexuelles, discriminations : La lutte contre les VSS et les discriminations – à l'encontre des étudiant·e·s et des personnels - doit être une priorité pour l'université. Nous demandons la mise en place de formations systématiques pour les étudiant·e·s de L1 et l'ensemble des personnels ainsi que le renforcement des dispositifs de veille et de signalement des violences et discriminations. Il faut des procédures où élu·e·s et représentant·e·s syndicaux peuvent réellement prendre le rôle qui est le leur afin de sortir d'une simple politique d'affichage de bons sentiments. Les personnels des cellules de veille, toutes en CDD, doivent se voir octroyer un statut moins précaire, afin de leur offrir la stabilité nécessaire pour se projeter sur le long terme.

Gestion administrative des contrats précaires : l'application des politiques néo-libérales dans notre établissement a résulté dans une multitude de dossiers administratifs pour la gestion des dossiers de collègues contractuel·le·s ou des vacataires. Cela résulte en une augmentation constante de la charge de travail des collègues ayant des missions DRH. Nous sommes conscient·e·s que nous ne pourrions pas inverser localement cette tendance mais lutterons pour le renforcement de ces services en y réclamant des recrutements.

Pour une université réellement publique, gratuite et accessible à toutes et tous

L'université doit être un bien commun, ouvert à toutes et tous sans barrière financière ni sélection sociale. Nous revendiquons la gratuité réelle des études, comprenant l'abolition des frais d'inscription, la gratuité des ressources pédagogiques ainsi qu'un accès équitable aux infrastructures pour tou·te·s les étudiant·e·s. Nous exigeons une réforme ambitieuse du système des bourses, garantissant un revenu décent pour chaque étudiant·e, et des investissements massifs dans des logements étudiants publics, accessibles et adaptés.

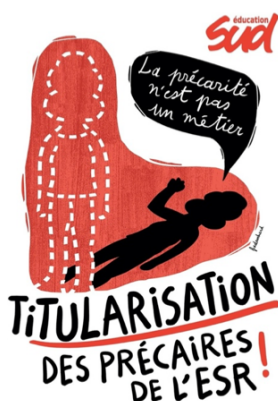
Pour une université qui respecte, valorise ses personnels et garantit un service public de qualité

Les conditions de travail dégradées dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche mettent en péril l'avenir de l'éducation et de la recherche en France. Il est indispensable d'allouer des budgets pérennes et suffisants pour recruter des titulaires, réduire la charge de travail administratif et assurer des conditions de travail dignes. Nous dénonçons les logiques managériales et de mise en concurrence qui déshumanisent le métier. Notre priorité est l'instauration d'une réelle collégialité dans la gestion des établissements, afin que les décisions soient prises collectivement, dans l'intérêt général.

Enfin, nous défendons une augmentation générale des traitements et salaires permettant de compenser a minima les pertes depuis plus de 15 ans. Nous défendons une refonte des grilles (titulaires et contractuel·le·s) garantissant les augmentations les plus fortes pour les rémunérations les plus faibles.

Pour une université indépendante, engagée pour le progrès social et environnemental

Nous voulons une université libre de toute emprise des intérêts privés, où la recherche fondamentale et l'enseignement servent les enjeux sociétaux et environnementaux plutôt que les logiques de rentabilité immédiate. Cela implique de mettre fin au financement par projets pilotés par des critères économiques ou politiques de court terme, en favorisant des financements publics récurrents qui garantissent la liberté académique et la diversité des approches.



**Entre les 4 et 6 février 2025,
Votons pour la liste Précaires et solidaires
Au Conseil d'Administration**

